

CAP



REDRESSEMENT

Cellule Avocats

pour la **Prévention** des difficultés

et le **Redressement**
des entreprises

CAP Redressement, c'est quoi?

CAP Redressement est une cellule mise en place par un groupe d'avocats exerçant au sein du **Barreau de BAYONNE**, afin d'assurer une **permanence** pour le conseil dans la prévention des difficultés des entreprises et, le cas échéant, l'accompagnement des dirigeants dans le traitement de ces difficultés.



CAP
REDRESSEMENT

En parallèle de cette permanence, et pour s'assurer de la qualité des interventions proposées, la cellule organise régulièrement des **formations et conférences**, toujours **gratuites** et **ouvertes à tous**.

CAP Redressement, pourquoi?

Cap Redressement est une initiative murie des avocats intervenant au titre des consultations gratuites dans le cadre du Centre d'information sur la prévention (CIP) de la CCI de Bayonne. Les **demandes d'intervention des avocats** dans le cadre de ce dispositif demeurant discrètes, **l'idée de créer une structure composée et gérée par des avocats s'est imposée.**

La crise sanitaire actuelle, dont on craignait qu'elle ne se transforme inéluctablement en crise sociale et économique sur une plus longue durée, a confirmé **la nécessité d'organiser une permanence**, et a accéléré la mise en place concrète de la cellule.



L'ensemble des justiciables de la zone, Chefs d'entreprises ou leurs partenaires économiques, disposent désormais de l'opportunité d'être, dans un premier temps et **gratuitement**, écoutés et entendus sur ces questions qui les affectent.

Ils bénéficieront, surtout, de **conseils et d'un aiguillage** vers la voie la plus efficace pour y répondre.

Replacer l'avocat au cœur de la prévention et du traitement des difficultés de l'entreprise

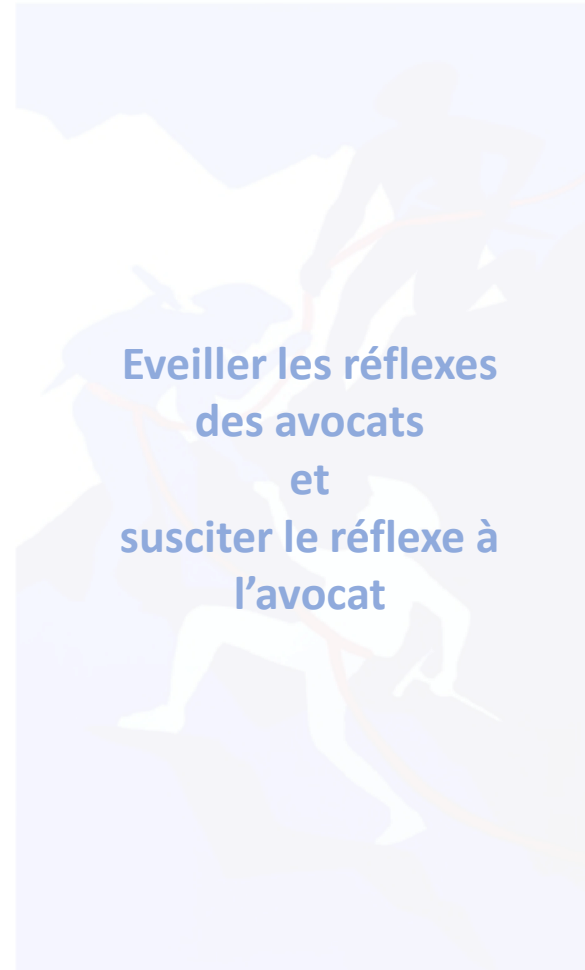
Le rôle de l'avocat dans la prévention et le traitement des difficultés des entreprises demeure encore trop discret par rapport aux **bénéfices que son intervention peut procurer dans ces situations**.

Il est vrai que le chef d'entreprise, déjà entouré par divers partenaires, son expert-comptable, sa banque ou encore les organismes sociaux et fiscaux, n'a pas encore le « **réflexe avocat** ».

De même si, les difficultés s'aggravant, l'entreprise est soumise à une procédure collective, le Mandataire et, le cas échéant, l'Administrateur, désignés par le Tribunal, prendront plus ou moins les rênes de l'activité.

Dans ces conditions, le recours à un avocat peut, effectivement, apparaître de prime abord superflu.

Cependant il faut constater que ces diverses personnes remplissent des **missions et des objectifs différents des services offerts et des intérêts pouvant être défendus par l'avocat**.



Eveiller les réflexes
des avocats
et
susciter le réflexe à
l'avocat

L'avocat sait, au-delà des seuls aspects juridiques, accompagner dans la gestion quotidienne d'une activité, et peut d'autant mieux assurer la défense judiciaire des intérêts de l'entreprise et de son dirigeant dans le cadre d'une procédure collective.

L'Avocat permet ainsi ce lien, précieux, entre la prévention et le traitement des difficultés.

Il un **soutien sûr et salvateur**, tant pour les entreprises que pour leurs dirigeants.

Les formations Avocats

Dès le mois d'avril, **des formations** ont été mises en place et largement **suivies par visioconférence**.

Maître Mazella a ouvert le bal avec une intervention sur « *La notion de cessation des paiements* ».

S'ensuivirent des interventions portant sur :

- « *La lecture d'un bilan comptable* », dispensée par un expert-comptable et une collaboratrice en étude d'Administrateur judiciaire

- « *Guide des bonnes pratiques de la cassation en matière d'entreprises en difficulté* », dispensée par **Maître Olivier Matuchansky**, Avocat auprès de la Cour de cassation et du Conseil d'état

- « *Le droit du travail et le redressement* », dispensée par **Maître Anne-Gaëlle Finalteri**, avocat du Barreau de Paris



En parallèle, de ces formations ponctuelles de niveau avancé, un **cycle de formation** sur la prévention et les procédures collectives a été instauré dès septembre 2020.

Ces séances, dont l'objectif principal est de **s'assurer de la compétence des avocats** souhaitant intégrer les permanences CAP Redressement, sont données par les référents de la cellule tous les mois, afin de rappeler aux confrères **les bases** de cette matière, implacablement technique et redoutée.

Les conférences interprofessionnelles

En juillet 2020, un **débat-conférence** entre des représentants de **toutes les professions intéressées à la matière** a permis de discuter « *de l'ouverture de la procédure et des perspectives d'avenir* ».

Cet événement, inédit en ce qu'il réunissait au sein de la Maison de l'avocat le **Président du Tribunal** de commerce, le **Procureur de la République**, les **Greffiers** du Tribunal de commerce, des **Administrateurs et Mandataires judiciaires**, des **experts-comptables**, des **élus locaux** et des **entrepreneurs**, a consacré la réussite de la cellule et l'avenir de ses **ambitions**.



resserrer et nourrir les échanges avec l'ensemble des professionnels, partenaires judiciaires, économiques ou politiques, des entreprises.

Le succès de cette première rencontre imposait de poursuivre ces rencontres interprofessionnelles, **pédagogiques et conviviales**.

Ce type d'événement est depuis organisé tous les mois, sous des formats divers en fonction de thèmes choisis :

- le 24 septembre 2020, les Présidents de juridictions et le Parquet, ont accepté de **se prêter au jeu des « Audiences sans robes »**, avec des **études de cas** sur le thème des prémices à la prévention et à l'ouverture des procédures collectives : « *crainte ou méconnaissance des dirigeants* »
- le 22 octobre 2020 : « *la mise en place de la prévention et du traitement des difficultés à travers la notion de cessation des paiements* »
- le 26 novembre 2020 une conférence sur « *le bail commercial à l'épreuve des procédures collectives* » a été dispensée de concert par plusieurs avocats du Barreau. Monsieur le Président du TC de PAU s'est d'ailleurs joint à cet événement par visio-conférence.
- **A venir** : « *Le soutien psychologique du dirigeant* », avec l'aimable participation **d'APESA France et Landes**

Des préoccupations communes et des ambitions partagées

L'année que nous venons de traverser a été particulièrement difficile à bien des égards.

Cependant, malgré la crise sanitaire, et le lot de déconvenues économiques, voire de drames humains, qu'elle a pu engendrer, l'ensemble de l'équipe de CAP Redressement, ainsi que ses partenaires, ont travaillé sans relâche et fait preuve d'une disponibilité et d'une volonté inestimables pour préparer au mieux les temps à venir.

L'économie, durement accidentée, ses acteurs et leurs difficultés n'ont en effet pu qu'être artificiellement, et temporairement, anesthésiés.

Aussi, la **vigilance et la réactivité** se doivent d'être **organisées et maintenues** en alerte.

La part des avocats, et plus largement celui du service public de la Justice et de ses auxiliaires, ses partenaires, est encore à faire.

Les actions de formation et d'information accomplies depuis le mois de mars ont, essentiellement par le **rapprochement des expertises et des expériences interprofessionnelles**, fait apparaître, au-delà des craintes et appréhensions communes, **des volontés durables et des possibilités partagées**.

Des **professions partenaires** des entreprises se sont déjà positionnées, et il serait **regrettable que les barreaux n'œuvrent pas activement au soutien des entreprises**

La **dynamique instaurée par CAP Redressement** mérite d'être **poursuivie et diffusée**

Cap Redressement, accompagnée et suivie par des représentants de toutes les professions intéressées à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises, souhaite **contribuer à la préparation et l'organisation** de tous pour l'accomplissement de leurs missions, afin de s'assurer que les **entreprises et leurs dirigeants, largement sinistrés par l'année écoulée, ne deviennent pas les principaux oubliés de l'année à venir**.